

76.2 M USD de la FMI au Burundi pour la lutte contre la pandémie de Covid-19

FMI, 26 octobre 2021 Le conseil d'administration du FMI a approuvé une assistance financière de 76.2 millions de dollars américains au titre de la facilité de crédit rapide en faveur du Burundi dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19. La pandémie de COVID-19 ainsi que la fermeture des frontières qui en a découlé ont causé un ralentissement de l'activité économique et font peser des risques importants sur le bien-être des populations.

Afin de répondre aux besoins de financement des comptes extérieurs et budgétaires, le FMI a approuvé une aide d'urgence de 76,2 millions de dollars américains au titre de la facilité de crédit rapide. Cette aide financière soutiendra la mise en œuvre du plan de riposte du Burundi contre la Covid-19 et contribuera à atténuer les impacts macroéconomiques et sociaux de la pandémie. Washington, DC : Le Conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) a approuvé le 25 octobre 2021 un décaissement de 53,9 millions de DTS (35 pour cent de la quote-part, soit environ 76,2 millions de dollars américains) au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR). Cette aide financière d'urgence soutiendra la mise en œuvre du plan de riposte contre la COVID-19 du Burundi et contribuera au financement des déficits de balance des paiements et budgétaires consécutifs à la pandémie de COVID-19. La pandémie de COVID-19 et la fermeture des frontières qui en a découlé ont entraîné un ralentissement de l'activité économique, notamment dans le secteur des services. On estime que le PIB réel s'est contracté d'environ 1 pour cent en 2020 et que la croissance devrait rester modeste en 2021. La pandémie a imposé une pression supplémentaire sur le système de santé du Burundi, déjà fragile, et le ralentissement de l'activité économique pose un risque sur le niveau de vie des populations les plus vulnérables et risque de compromettre les acquis récents dans les secteurs socio-économiques. Les autorités ont préparé un plan de riposte à la pandémie de COVID-19 pour limiter la propagation de la maladie et atténuer ses impacts macroéconomiques et sociaux. Le décaissement au titre de la FRC soutiendra le plan de riposte et devrait aider à catalyser le soutien des autres partenaires au développement du Burundi. Les autorités se sont engagées à poursuivre des politiques économiques et financières appropriées pour faire face à l'impact de la pandémie. Ils se sont également engagés à préparer et à publier les rapports d'audit sur les dépenses liées à la COVID-19 et à collecter des informations sur les bénéficiaires ultimes adjudicataires de contrats liés au plan de riposte à la COVID-19. À l'issue d'un débat du Conseil d'administration, M. Mitsuhiro Furusawa, Directeur général adjoint et Président du conseil d'administration par intérim, a fait la déclaration suivante : « La pandémie de COVID-19 avec les importantes fermetures de frontières ont entraîné un ralentissement économique et créé des besoins urgents de financement de la balance des paiements et du budget. Les autorités ont préparé un plan de riposte au COVID-19 pour limiter la propagation du virus, atténuer son impact macroéconomique et soutenir la population vulnérable. L'assistance financière d'urgence du FMI au titre de la facilité de crédit rapide contribuera à soutenir le plan de riposte, à reconstituer les réserves et à susciter le soutien des donateurs. Un renforcement de l'engagement avec la communauté internationale au sens large contribuerait à combler les déficits restants de financement et à soutenir les réformes et les objectifs de long terme. Il est important de garantir la transparence et une bonne gouvernance des dépenses liées à la COVID-19. Des mesures visant à renforcer la mobilisation des recettes intérieures contribueraient à créer un espace budgétaire pour les dépenses prioritaires et à préserver la viabilité de la dette. L'appui des donateurs sous forme de dons et de financements concessionnels reste essentiel. Les politiques monétaires et réglementaires accommodantes contribuent à soutenir l'économie. Les autorités ont fourni des liquidités au secteur financier et continuent de surveiller les vulnérabilités du secteur financier. Elles sont prêtes à recalibrer les politiques en fonction des conditions macroéconomiques et du secteur financier. Les autorités se sont engagées à se soumettre à une évaluation des mesures de sauvegarde de la banque centrale. Le renforcement et le maintien de l'équilibre externe est une priorité importante. Cela nécessite un ensemble de politiques à plusieurs volets, axé sur l'amélioration de la gestion des taux de change et l'atténuation des distorsions sur le marché des changes. »